PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité*Travail*Progrès

Décret n° 2008 - 945 du 31 décembre 2008
portant approbation du plan d'action pour l'amélioration de la gestion des investissements publics

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu l'accord du 4 décembre 2004 relatif au programme de la facilité de la réduction de la pauvreté et la croissance ;
Vu la loi n° 1-2000 du 1er février 2000 portant loi organique relative au régime financier de l'Etat ;
Vu le décret n° 2000-187 du 10 août 2000 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
Vu le décret n° 2003-101 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre d'Etat, ministre du plan et de l'aménagement du territoire ;
Vu le décret n° 2003-107 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances et du budget ;
Vu le décret n° 2007-615 du 30 décembre 2007 portant nomination des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

DECRETE :

Article premier : Est approuvé le plan d'action pour l'amélioration de la gestion des investissements publics dont le texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera./-

Fait à Brazzaville, le 31 décembre 2008

Denis SASSOU N'GUESSO.-

Par le Président de la République,

Le ministre d'Etat, ministre du plan et de l'aménagement du territoire,

Pierre MOUSSA

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,

Pacifique ISSOÏBEKA.

MATRICE DES ACTIONS

MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Générale du Plan et du Développement

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité * Travail * Progrès

Plan d'Actions pour l'Amélioration de la Gestion des Investissements Publics (PAAGIP)

Brazzaville, décembre 2008

PLAN D'ACTIONS POUR L'AMELIORATION DE LA GESTION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Dans la 2ème colonne, la lettre en minuscule qui suit le chiffre de numérotation de l'action signifie m pour mesure et a pour appui

	Actions	Résultats attendus	2008	2009	2010	2011	Indicateurs	Intervenants	Partenaires
A- Amélioration des planifications sectorielles									
1	**Renforcement des DEP**						Parts du BI gérées par les ministères techniques		
1m	**Renforcement de la stabilité et de l'autorité du DEP au sein de son ministère.**	**Le lien horizontal fonctionnel avec la DGPD est renforcé et l'autonomie du DEP vis à vis du cabinet est respectée. La stabilité est bien assurée**		**Un décret du Président précise les missions et la composition des DEP**			**Décret pris et appliqué Taux de turn over du personnel des DEP**	**MPAT, DEP, MEFB**	
2m	Redéfinition des missions des DEP et renforcement des effectifs	Le rôle des DEP en matière d'élaboration des stratégies et de maîtrise d'ouvrage est redéfini. Ses responsabilités dans le suivi physique et dans l'exécution budgétaire des projets sont précisées.		Le décret de 1977 est revu			Texte modifié Taux d'augmentation des effectifs	MPAT, DEP	
3a	Formation en stratégie sectorielle	Le personnel des DEP est progressivement formé à ces approches		Formation des DEP à l'élaboration des stratégies sectorielles			Nombre de formations réalisées	MPAT, DEP	CF., BM
4a	Formation en matière de planification sectorielle et de programmation Santé	Le personnel des DEP est progressivement formé à ces approches		Formation de la DEP à l'économie de la santé			Nombre de formations réalisées	MPAT, DEP (MSASF)	CF., BM
5a	Formation en matière de planification sectorielle et de programmation Education	Le personnel des DEP est progressivement formé à ces approches		Formation de la DEP à l'économie de l'éducation			Nombre de formations réalisées	MPAT, DEP (MEPSA)	CF., BM
6a	Formation CDMT sectoriels	Le personnel des DEP est progressivement formé à ces approches		Formation générale aux CDMT sectoriels			Nombre de formations réalisées	MPAT, DEP	CF., BM
7a	Formation cycle de projet	Le personnel des DEP est progressivement formé à ces approches	Formation 'cycle de projets' pour les DEP de tous les ministères				Nombre de formations réalisées en 2008:	MPAT	CF., BM
2	**Concertation DGGT - DEP**						Nombre de projets de la DGGT non intégrés dans les programmation des DEP		
8m	**Amélioration de la concertation entre les ministères sectoriels et la DGGT**	**La concertation est effective. Les projets de la DGGT sont bien intégrés dans les stratégies des DEP**		**Tenue de réunions annuelles de concertation à l'initiative du Plan et adoption de la programmation**	**Tenue de réunions annuelles de concertation à l'initiative du Plan et adoption de la programmation**	**Tenue de réunions annuelles de concertation à l'initiative du Plan et adoption de la programmation**	**Les réunions ont bien lieu, la programmation est cohérente à ce niveau**	**DGGT, DEP, MPAT**	

Dans la 2ème colonne, la lettre en minuscule qui suit le chiffre de numérotation de l'action signifie m pour mesure et a pour appui

		Actions	Résultats attendus	2008	2009	2010	2011	Indicateurs	Inter venants	Partenaires
3	**Amélioration des stratégies**							Nombre de stratégies sectorielles validées		
9a	**Révision des stratégies de développement agricole et de l'élevage**	**On dispose d'un plan articulé en actions au niveau sous-sectoriel et d'un plan d'entretien et de développement des pistes rurales.** (voir également ligne 10)		**Etablissement de programmes d'actions sous-sectorielles**	**Programmation commune des pistes rurales avec le METP**		**Le Plan est validé par les autorités en 2010**	**MPAT, DEP (MAE)**	revoir la progr. avec la BM
10a	**Révision du PNT et accélération des mesures d'accompagnement**	**On dispose d'un plan actualisé au point de vue coût et d'un système d'exploitation assaini et efficace.** (voir également ligne 12)		**Actualisation et assainissement des situations financières**	**Privatisation du CFCO**		**Le Plan est révisé en 2009 et les mesures d'assainissement sont prises pour début 2010**	**MPAT, MTAC, DGGT**	revoir la progr. avec la BM
11a	**Finalisation du Plan sectoriel de l'énergie**	**On dispose d'un plan d'actions et d'un système d'exploitation assaini et efficace.**		**Evaluation du coût de remise à niveau du secteur**	**Elaboration d'un plan d'actions réaliste à horizon 2015**		**Le Plan est validé en 2009**	**MPAT, MEH, DGGT**	revoir la progr. avec la BM
12a	**Elaboration d'un plan national des télécommunications incluant les TIC**	**On dispose d'un plan cohérent en phase avec le développement des autres infrastructures. L'exploitation est assainie**		**Programmation réaliste d'un PCN cohérent et en phase avec le PNT**	**Organisation du nouveau système d'exploitation du secteur**		**Le Plan est validé en 2009**	**MPAT, MPTNTC, DGGT**	revoir la progr. avec la BM
13a	**Amélioration du PNDS (Mission d'appui)**	**On dispose d'un plan plus cohérent et programmable**		**Mission d'appui**			**Les missions sont effectuées et le plan est validé en?**	**MSASF**	revoir la progr. avec la BM
14a	**Amélioration du Plan de l'éducation. (Mission d'appui)**	**On dispose d'un plan plus cohérent et programmable**		**Mission d'appui**			**Les missions sont effectuées et le plan est validé en?**	**MEPSA**	revoir la progr. avec la BM
15a	Elaboration des plans sectoriels pour les autres domaines (Missions d'appui)	On dispose progressivement de plans sectoriels permettant une meilleure programmation et une cohérence entre CDMT global et CDMT sectoriels		Missions d'appui	Missions d'appui	Missions d'appui	Les missions sont effectuées et les plans sont validés en?	DEP	revoir la progr. avec la BM
B- Amélioration de la préparation et de la programmation des projets										
1	**Amélioration de la préparation des projets**							Pourcentage de projets (en nombre et montant) accompagnés d'études		
1m	Renforcement de la procédure de préparation des projets. Identification des opérateurs	Le choix des opérateurs pour les études est facilité. Les procédures d'appel d'offres pour le choix des bureaux d'études doivent être respectées lorsque le montant des études dépasse un certain seuil (voir avec réformes des mp)		Les DEP recensent les bureaux d'études suceptibles de travailler dans leur domaine			Les DEP ont en bibliothèque la liste et les coordonnés des bureaux fin 2009	MPAT, DGGT, DEP	
2a	**Renforcer les capacités des DEP pour mener des études(et des évaluations)**	**Les DEP sont à même de préparer les tdr pour réaliser des études, et analyser les résultats. Dans certains cas des études peuvent être menées à bien en interne**		**Formation à l'analyse économique et financière des projets productifs. Augmentation des effectifs**	**Formation à l'analyse économique et financière des projets non-productifs. Augmentation des effectifs**		**Nombre de formations réalisées, Taux de croissance des effectifs des DEP**	**MPAT, DEP**	**CF., BM**

Dans la 2ème colonne, la lettre en minuscule qui suit le chiffre de numérotation de l'action signifie m pour mesure et a pour appui

		Actions	Résultats attendus	2008	2009	2010	2011	Indicateurs	Inter venants	Partenaires
	3m	**Renforcer les capacités du plan en matière d'études(et d'évaluation)**	**Le CEEPI a développé ses capacités d'effectuer et de piloter des études**		**Intégration administrative du CEEPI et renforcement en moyens et en matériel**			**Textes pris, évolution des effectifs, dotations budgétaires Nombre d'études effectuées pour le BI**	**MPAT, CEEPI**	
	4m PM	*Mise en place d'un fonds pour les études*	*La ligne budgétaire est assurée pour financer les études retenues*	*Création de la ligne budgétaire et affectation d'un montant de 500 MF CFA*	*Affectation progressive d'une dotation de 1 Md F CFA*	*Affectation d'une dotation de 2,5 Mds F CFA*	*Affectation d'une dotation de 5 Mds F CFA*	*Montant du fonds d'études Nombre d'études réalisées*	*MEFB, MPAT, DGGT*	
	5a	Missions d'appui à la mise en place de la cellule 'fonds d'études'	La cellule est crée, dispose de son personnel et des procédures de réalisation et suivi des études		La cellule est crée (texte) Les procédures de fonctionnement, sélection et suivi sont définies			Missions d'appui effectuées. Texte de création et règles de fonctionnement de la cellule définies et adoptées par le gouvernement	MPAT	BM
	6m	Réalisation d'études en préalable à l'acceptation des projets	Tous les (vrais) projets font l'objet d'une étude avant inscription au budget		Réalisation des premières études sur le fonds	60% des projets en montant	100% des projets	Pourcentage des projets (en nombre et montant) accompagnés d'études	MPAT, MEFB, DEP	
	2	**Amélioration de la programmation des projets**						Pourcentage (montant) des marchés plannifiés		
	7m	**Mise en place d'un plan annuel de passation des marchés dans tous les ministères**	**La passation des marchés est programmée pour tous les ministères**			**Mise en place d'un plan pour le budget 2010 dans tous les ministères**	**Généralisation de la mesure**	**Pourcentage (en nombre et montant) des marchés plannifiés**	**DEP, DCMCE, DGGT**	
C- Amélioration de la procédure d'élaboration du budget d'investissement										
	1	**Amélioration de la procédure d'élaboration budgétaire**						Taux de rejet des projets des DEP, Rapport entre demande brute des DEP et volume du BI, nombre de CDMT sectoriels		
	1m	**Adoption d'un calendrier budgétaire «contraignant»**	**La préparation budgétaire respecte le calendrier**		**Pour préparation du budget 2010**	"	"	**Le calendrier présentant les différentes étapes est diffusé et appliqué**	**MEFB, MPAT**	
	2m	Elaboration et adoption d'un plan d'actions opérationnel du DSRP	Les domaines et les actions du DSRP sont priorisées pour permettre la programmation des projets	Le PAO du DSRP est adopté et utilisé dans le cadre du PIP et du budget IP 2009	Application	Application	Application	La plan est adopté et mis en œuvre dans le cadre de la préparation du budget et du PIP	MPAT, DEP	
	3m	Préparation du Budget d'investissement en liaison avec le DSRP	Le budget d'investissement et le PIP sont rattachés aux actions du DSRP	Mise en œuvre dans les cadre de la préparation du budget 2009	Application de la procédure	Application de la procédure	Application de la procédure	Il existe une présentation du BI selon la nomenclature DSRP	MPAT	

Dans la 2ème colonne, la lettre en minuscule qui suit le chiffre de numérotation de l'action signifie m pour mesure et a pour appui

	Actions	Résultats attendus	2008	2009	2010	2011	Indicateurs	Intervenants	Partenaires
4m PM	*Unification budgétaire: Cadre des dépenses à moyen terme pour une gestion cohérente des dépenses publiques*	*Le budget est élaboré à travers un CDMT global et des CDMT sectoriels*	*Elaboration d'un cadre macro-économique révisé à 3 ans*	*Validation du cadre macro-économique, mise en œuvre du CDMT pour 2008/2009, mise en place de la politique de la recette*	*Application du cadre macro-économique, définition d'un plan d'actions pour la maitrise et la gestion de la recette et de la dépense*		*Le CDMT global est opérationnel valeur et pourcentage des dépenses ayant respecté le circuit mis en place*	*MEFB et tous les ministères*	*BM*
5a	Appui à l'élaboration de CDMT sectoriels	Le personnel des DEP est progressivement formé à ses fonctions		Appuis aux ministères de la santé, de l'éducation et des transports	Appuis aux ministères précédents plus quatre autres ministères	Appuis aux ministères précédents plus quatre autres ministères	Nombre de CDMT sectoriels disponibles 2009 : 3 2010 : 7 2010 : 11	MPAT, DEP	CF., BM
6m	Mise en place d'un nouveau format de fiche projet	Le Plan dispose des informations nécessaires pour effectuer une bonne sélection	Mise en œuvre dans le cadre de la préparation du budget 2009	Application de la procédure	Application de la procédure	Application de la procédure	Pourcentage de fiches renseignées de façon satisfaisante.	MPAT	
7m	**Renforcement de la procédure de sélection des projets.**	**Le choix des projets est rationalisé par la mise en place d'une procédure basée sur une grille de critères standards de sélection des projets prenant en compte:** ***- la pertinence (cohérence avec le PAO-DSRP et stratégies sectorielles)*** **- l'identification des objectifs et résultats attendus** **- l'estimation des moyens et des coûts** **- l'analyse éco.et fin (coûts/avantages)** **- la faisabilité technique** **- l'impact économique, social et environnemental** **- la viabilité financière, technique et institutionnelle (après réalisation)**		**Elaboration de la grille de critères et de la procédure de choix (guide).** ***Application sur la préparation du budget 2010***	**Les projets non accompagnées d'études et/ou de fiches projets *adéquates ne* peuvent être retenus dans le BI (application souple)**	**Les projets non accompagnées d'études et/ou de fiches projets *adéquates ne* peuvent être retenus dans le BI (application stricte)**	**Pourcentage de projets rejetés**	**MPAT, DGGT, DEP**	
8m	**Amélioration de la procédure de préparation des projets de budgets (dans l'attente des CDMT)**	**Le budget de fonctionnement intègre mieux les conséquences du budget d'investissement notamment en matière de suivi physique et financier et d'évaluation**		**Les conférences budgétaires du fonctionnement prennent en compte les BI**	**Les conférences budgétaires du fonctionnement prennent en compte les BI**	**Les conférences budgétaires du fonctionnement prennent en compte les BI**	**La coordination entre les DAAF et les DEP au moment de l'élaboration des budgets d'investissement des ministères a bien eu lieu**	**MPAT, MEFB, DEP, DAAF**	
9m	**Amélioration de la procédure des conférences budgétaires**	**Les conférences budgétaires donnent lieu à des arbitrages sur la base d'arguments étayés et de *véritables dossiers de* projets, et sont conduites par domaine**		**Les conférences budgétaires se *déroulent selon* la nouvelle procédure**	**Les conférences budgétaires se *déroulent selon* la nouvelle procédure**	**Les conférences budgétaires se *déroulent selon* la nouvelle procédure**	**Tenue des conférences budgétaires en appliquant la nouvelle procédure**	**MPAT, DEP**	

Dans la 2ème colonne, la lettre en minuscule qui suit le chiffre de numérotation de l'action signifie m pour mesure et a pour appui

		Actions	Résultats attendus	2008	2009	2010	2011	Indicateurs	Inter venants	Partenaires
	10m	**Amélioration de la connaissance des projets sur financement extérieur (y compris les projets financés contre matières premières -ENI- ou sur financement extérieur non encore recensé type prêts chinois)**	**La cellule et les comités de pilotage sont opérationnels, une meilleure connaissance des investissements sur financement extérieur et de leur impact sur le DSRP est assurée**		**Mise en place d'une cellule de gestion et de suivi des financements extérieurs (voir avec la Direction générale de coordination des projets et programme en coopé)**			**Disponibilité de la liste complète des projets en coopération et de leur programmation - Budget 2010**	**MPAT, Min. sectoriels, Bailleurs**	
	11a	Elaboration et diffusion d'un guide pour la préparation du budget d'investissement	Les DEP ont reçu l'outil		Rédaction et diffusion du guide et organisation de séminaires			Les guides ont été élaborés et sont utilisés	MPAT, Min. sectoriels, Bailleurs	CF
	12a	Formation à l'utilisation du guide	Les DEP sont opérationnelles		Séminaires de formation	Séminaires de formation		Les séminaires ont eu lieu, toutes les DEP sont formées	MPAT, Min. sectoriels, Bailleurs	CF
D- Fluidification/rationalisation du circuit de la dépense et unification des circuits de paiement de l'investissement										
	1	**Renforcement des DAAF - Décentralisation de la gestion de l'investissement public**						Taux d'exécution de la part du BI gérées par les ministères techniques		
	1m	**Renforcement de l'autorité et de la stabilité desDAAF au sein de leur ministère (A coordonner avec la prise de mesure concernant les DEP)**	**L'autonomie du DAAF vis à vis du cabinet de son ministre est respectée. La stabilité est bien assurée**		**Il n'y a plus qu'une DAAF par ministère**			**Décret pris et appliqué**	**MEFB, DAAF**	
	2m	Redéfinition des missions des DAAF	La stabilité des DAAF est assurée, la coordination avec les DEP est améliorée		Le décret de nomination des DAAF est revu			Texte modifié	MEFB, DAAF	
	3m	**Accroissement du rôle des ministères techniques dans le domaine de l'investissement public**	**Les ministères sectoriels sont capables de gérer ce nouveau volume d'investissement**		**Elévation du seuil d'intervention à 1 milliard de FCFA**	**Evaluation des résultats pour évolution du seuil en 2011**	**Evaluation des résultats. En cas d'évaluation positive, une nouvelle élévation du seuil à 1,5Md pourrait être envisagée**	**Texte pris pour mise en application en 2010 Pourcentage du BI géré par les DEP**	**MPAT, DGGT, Min. techniques**	

Dans la 2ème colonne, la lettre en minuscule qui suit le chiffre de numérotation de l'action signifie m pour mesure et a pour appui

		Actions	Résultats attendus	2008	2009	2010	2011	Indicateurs	Inter venants	Partenaires
2		**Amélioration de la passation des marchés**						Pourcentage de marchés passés en appel d'offre ouvert Montant traité par DGGT, DCMCE, Min techniques		
	4m PM	*Réforme du code des marchés publics*	*Les marchés sont passés selon le nouveau code*		*Le code est validé par les autorités*	*Le nouveau code est accompagné de mesures d'application et mis en œuvre au début du 4ième trimestre*	*Mise en place des mécanismes de contrôle internes et externes et suivi-évaluation de l'application du code des marchés publics aux normes internationales*	*Le nouveau code a été validé , les mesures d'application sont prises*	*Commission de réforme des MP*	*BM*
	5m PM	*Réforme des procédures de passation des marchés*	*. au delà du seuil prévu (1Mrd) les marchés sont traités par la DGGT . entre 10M et 1Mrd ils sont traités par les ministères techniques et la DCMCE*		*Elaboration texte en liaison avec évolution code des marchés publics*	*seuil de 1Mrd DGGT de 10M à 1 Mrd Ministères techniques et DCMCE*	*Remontée du seuil DGGT à 1,5MM si augmentation capacités DEP satisfaisantes*	*Les textes sont adaptés et modifiés en fonction de l'évolution du seuil*	*Commission de réforme des MP*	*BM*
	6m PM	*Décentralisation des procédures de passation des marchés*	*Les ministères techniques disposent d'une cellule de passation des marchés et d'une commission des marchés. Tous les marchés dépassant le seuil des lettres de commande (10 M) passent en commission dans la limite du plafond fixé*		*Mise en place de cellules dans les ministères techniques pour gestion des commissions des marchés*			*Pourcentage (en nombre et en montant) des appels d'offres passés par la cellule pour chaque ministère*	*Commission de réforme des MP*	*BM*
	7a	Renforcement des connaissances des agents des ministères en matière de passation de marchés	Les agents concernés sont formées sur le nouveau code des marchés et maîtrisent les procédures d'appel d'offres		Mise en place de séminaires de formation sur le code des marchés et les procédures d'appel d'offres			Nombre de sessions de formation réalisées	MPAT, DGGT, DEP, Cellules de passation des marchés	BM
	8a	Appui à l'archivage des dossiers de marchés	Les archives permettent d'assurer un meilleur suvi technique des projets		Mise en place de moyens d'archivage au sein des DEP, de la DPI et de la DCEI			Les moyens ont été mis en place	MPAT, DEP	
3		**Amélioration du circuit de la dépense**						Nombre de services et de départements ministériels informatisés, pourcentage des PPA dans le paiement du BI		
	9a PM	*Rationalisation du circuit de la dépense Etude*	*Le circuit de la dépense est rationalisé, les tâches et les contrôles redondants sont supprimées.Le rôle du Plan dans l'engagement des dépenses d'investissement est revu en 2011*	*Recrutement d'un cabinet pour réaliser une étude sur la rationalisation et la simplification du circuit de la dépense*				*La mission s'est déroulée et le document de rationalisation est adopté*	*MEFB, MPAT*	*BM*

Dans la 2ème colonne, la lettre en minuscule qui suit le chiffre de numérotation de l'action signifie m pour mesure et a pour appui

		Actions	Résultats attendus	2008	2009	2010	2011	Indicateurs	Inter venants	Partenaires
	10m PM	*Rationalisation du circuit de la dépense* *Mise en place du dispositif*	*Le circuit de la dépense est rationnalisé*		*Introduction des mesures rationnalisant et simplifiant le circuit de la dépense*			*Le circuit de la dépense est rationalisé, la procédure orthodoxe pour le budget d'investissement est respectée*	*MEFB, MPAT*	
	11a PM	*Informatisation du circuit de la dépense*	*Le logiciel fonctionne, le Plan peut suivre en temps réel le circuit de l'investissement, les ministères techniques et la DGGT sont raccordés*	*Reprise de l'étude (rapport non satisfaisant)*	*Début des travaux après la fin de la rationalisation et refonte des procédures de dépense*	*Mise en service du nouveau logiciel. Connexion des ministères, des Finances, du Plan et de la DGGT*	*Informatisation de l'ensemble des ministères techniques*	*Les dossiers de dépenses sont traités informatiquement par la nouvelle chaine intégrée*	*MEFB*	*BM*
	12m	**Normalisation du traitement des décomptes**	**Les décomptes sont mis en paiement de manière individualisée pour normaliser la régularisation**		**Les dossiers de paiement doivent correspondre à la liquidation d'un décompte**			**Taux de dossiers non conformes à un décompte**	**MPAT, MEFB, DGGT**	
	13m	**Réintroduction de la procédure orthodoxe pour l'exécution du budget d'investissement public**	**Le circuit de traitement des dépenses du budget d'investissement est unifié. La procédure orthodoxe de traitement des *dossiers de dépense est respectée.La* phase de liquidation est normalisée et observée**		**Cette procédure s'applique dès l'exécution du BI 2009.**			**La procédure unifiée s'applique pleinement pour le budget 2010**	**MPAT, MEFB,DGGT, DEP**	
	14m PM	*Amélioration des contrôles a priori (Contrôle financier)* *Etude, Réformes, Moyens budgétaires*	*Les agents du contrôle financier appliquent les contrôles selon le le guide*	*Recrutement consultant*	*Réalisation des études,adoption des recommandations Réalisation et diffusion d'un manuel de procédures de contrôle et du guide du vérificateur*	*Mise en œuvre et suivi-évaluation*		*Mise en application effective des contrôles*	*MEFB*	*ACBF, BAD, CE*

Dans la 2ème colonne, la lettre en minuscule qui suit le chiffre de numérotation de l'action signifie m pour mesure et a pour appui

	Actions	Résultats attendus	2008	2009	2010	2011	Indicateurs	Inter venants	Partenaires
4	**Amélioration de l'exécution budgétaire**						Durée moyenne entre l'engagement et le paiement d'un dossier de dépense d'investissement Taux d'exécution du budget d'investissement		
15m	Mise en place d'un comité interministériel de suivi de l'exécution du budget d'investissement	Le comité contribue à l'amélioration de l'exécution budgétaire		Mise en place d'un comité ministériel présidé par le Plan à mi parcours du budget pour examen de l'exécution du BI, identification des causes de retard et apport des solutions	Le comité ministériel se réunit semestriellement	Le comité ministériel se réunit semestriellement	Nombre de réunions du comité Nombre d''incidents'	Plan DEP	
8	**Amélioration du suivi exécution**						Taux de couverture des DEP par cet outil		
16a	Mise en place d'un outil informatique de suivi des dépenses d'investissement au MPAT avec implantation dans les principaux ministères *(dans l'attente de la mise en service de la chaine intégrée de la dépense).*	Le MPAT et les principaux ministères techniques ont les moyens de suivre l'exécution de leur budget	Outil fonctionnel depuis 2007 au MPAT	Implantation dans 3 ministères (Santé, éducation, transports)	Implantation dans les ministères les plus importants	Implantation dansle reste des ministères	Situation de l'exécution des dépenses disponible en temps réel	MPAT	BM
17a	Amélioration des capacités des DEP en matière d'exécution des dépenses et de suivi financier	Les ministères techniques assurent un réel suivi de l'exécution de leur BI, ils se préparent à assurer les opérations d'engagement à partir de 2012		Organisation de séminaires de formation (en liaison avec le CPAF)	Organisation de séminaires de formation (en liaison avec le CPAF)	Organisation de séminaires de formation (en liaison avec le CPAF)	Nombre de séminaires réalisés	DEP, MEFB, MPAT	BM, MEFB (CPAF)
E-Réalisation d'un contrôle effectif de l'exécution physique des projets									
1	**Amélioration des contrôles a priori**						Pourcentage de projets ayant fait l'objet de contrôle sur le terrain Taux de rejet		
1m PM	*Renforcement du rôle du Contrôle financier sur le contrôle physique des dépenses d'investissement (pm)*	*Le contrôle est amélioré et simplifié*		*Le contrôle effectif est un des éléments-clés du nouveau texte redéfinissant les missions du CF*			*Le texte est publié et appliqué*	*MEFB, MPAT, DEP, DGGT*	
2m	Amélioration des moyens nécessaires au suivi physique des DEP, du Plan et du CF	Le suivi est effectué par les DEP, le Plan et le CF. En aucun cas, il n'est fait appel aux services des entreprises responsables du chantier. La pratique des décomptes est systématiquement appliquée		Les moyens budgétaires sont effectivement débloqués	Les moyens budgétaires sont effectivement débloqués	Les moyens budgétaires sont effectivement débloqués	Montant des crédits alloués pour le suivi de l'exécution	MEFB, MPAT, DEP	

Dans la 2ème colonne, la lettre en minuscule qui suit le chiffre de numérotation de l'action signifie m pour mesure et a pour appui

		Actions	Résultats attendus	2008	2009	2010	2011	Indicateurs	Inter venants	Partenaires
	2	**Amélioration des contrôles a posteriori**						Pourcentage de projets ayant fait l'objet de contrôle sur le terrain		
	3a PM	*Renforcement du cadre fiduciaire (Inspection générale des Finances, Inspection générale d'Etat, Cour des comptes et Parlement) (pm)*	*Les opérateurs disposent de leurs nouveaux outils*	*Un consultant est recruté*	*Elaboration des guides*	*Publication des textes*		*Les manuels résultants des reflexions des groupes de travail et des études lancées sont publiés*	*IGE,IGF, MEFB*	
	4a PM	*Renforcement des capacités de l'IGE, l'IGF, de la Cour des Comptes et du Parlement (pm)*	*Les contrôles juridictionnels et parlementaires sont effectifs et améliorés.*		*Les personnels sont formés*	*Les personnels sont formés*	*Les personnels sont formés*	*Nombre de formations réalisées*	*IGE,IGF, MEFB*	*FMI, UE, FAD, BM*
F-Les opérations de suivi-évaluation des projets sont progressivement développées										
	1	**Amélioration des opérations de suivi-évaluation**						Pourcentage des projets évalués		
	1a	**Mise en place d'une base de données sur le suivi physique**	**Le suivi physique est facilité par la connaissance technique du dossier**		**Base de données en place au MPAT**	**Outils informatique en place dans 3 ou 4 ministères**	**Outils informatique en place dans 3 ou 4 ministères**	**Situation de l'exécution physique disponible en temps réel**	**DEP, Plan DGGT**	
	2a	Développement des capacités de suivi-évaluation au niveau du MPAT et des DEP	Les DEP sont capables d'effectuer et/ou de conduire l'évaluation des projets	Formations	Missions d'appui			Nombre de formations et de missions réalisées	MPAT	CF, BM
	4a	**Les grands ministères techniques et le Plan (CEEPI) procèdent et font procéder à l'évaluation de certains projets**	**Les grands ministères techniques commencent à faire évaluer leurs projets par des opérateurs indépendants**		**Evaluation de quelques projets**	**Evaluation de quelques projets**	**Evaluation de quelques projets**	**Le calendrier des évaluations est respecté**	**MPAT, DEP**	
	5a	**La DGGT effectue l'évaluation des projets exécutés**	**Les grands projets commencent à être évalués par des opérateurs indépendants**		**Evaluation de 4 grands projets**	**Evaluation de 4 grands projets**	**Evaluation de 4 grands projets**	**Le calendrier des évaluations est respecté**	**MPAT, DGGT**	
G-Le suivi de l'amélioration de la gestion des investissements publics										
	1m,a	**Suivi de l'évolution des réformes**	**Le monitoring de la réforme est assuré.**		**Mise en place d'un groupe de suivi doté de moyens et production d'un premier rapport en juin 2009**	**Production de rapport de suivi Etat des lieux sur l'amélioration des capacités des DEP ==> révision du rythme de décentralisation**	**Production de rapport de suivi**	**Les moyens ont été mis en place. La production d'un rapport en juin 2009 puis à la fin de chaque exercice budgétaire est effective**	**Comité de pilotage**	

CHRONOGRAMME

PLAN D'ACTIONS POUR L'AMELIORATION DE LA GESTION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS
Chronogramme

Dans le 2ème colonne, la lettre en minuscule qui suit le chiffre de numérotation de l'action signifie m pour mesure et a pour appui

	Actions	2008		2009		2010		2011		Indicateurs
A- Amélioration des planifications sectorielles										
	1 Renforcement des DEP									Parts du BI gérées par les ministères techniques
1m	Renforcement de la stabilité et de l'autorité du DEP au sein de son ministère.									Décret pris et appliqué Taux de turn over du personnel des DEP
2m	Redéfinition des missions des DEP et renforcement des effectifs									Texte modifié Taux d'augmentation des effectifs
3a	Formation en stratégie sectorielle									Nombre de formations réalisées
4a	Formation en matière de planification sectorielle et de programmation Santé									Nombre de formations réalisées
5a	Formation en matière de planification sectorielle et de programmation Education									Nombre de formations réalisées
6a	Formation CDMT sectoriels									Nombre de formations réalisées
7a	Formation cycle de projet									Nombre de formations réalisées en 2008:
	2 Concertation DGGT - DEP									*Nombre de projets de la DGGT non intégrés dans les programmation des DEP*
8m	Amélioration de la concertation entre les ministères sectoriels et la DGGT									Les réunions ont bien lieu, la programmation est cohérente à ce niveau
	3 Amélioration des stratégies									*Nombre de stratégies sectorielles validées*
9a	Révision des stratégies de développement agricole et de l'élevage									Le Plan est validé par les autorités en 2010
10a	Révision du PNT et accélération des mesures d'accompagnement									Le Plan est révisé en 2009 et les mesures d'assainissement sont prises pour début 2010
11a	Finalisation du Plan sectoriel de l'énergie									Le Plan est validé en 2009
12a	Elaboration d'un plan national des télécommunications incluant les TIC									Le Plan est validé en 2009
13a	Amélioration du PNDS (Mission d'appui)									Les missions sont effectuées et le plan est validé en?
14a	Amélioration du Plan de l'éducation. (Mission d'appui)									Les missions sont effectuées et le plan est validé en?
15a	Elaboration des plans sectoriels pour les autres domaines (Missions d'appui)									Les missions sont effectuées et les plans sont validés en?

Dans la 2ème colonne, la lettre en minuscule qui suit le chiffre de numérotation de l'action signifie m pour mesure et a pour appui

	Actions	2008		2009		2010		2011		Indicateurs
B-Amélioration de la préparation et de la programmation des projets										
	1 Amélioration de la préparation des projets									*Pourcentage de projets (en nombre et montant) accompagnés d'études*
1m	Renforcement de la procédure de préparation des projets. Identification des opérateurs									Les DEP ont en bibliothèque la liste et les coordonnés des bureaux fin 2009
2a	Renforcer les capacités des DEP pour mener des études(et des évaluations)									Nombre de formations réalisées, Taux de croissance des effectifs des DEP
3m	**Renforcer les capacités du plan en matière d'études(et d'évaluation)**									**Textes pris, évolution des effectifs, dotations budgétaires Nombre d'études effectuées pour le BI**
4m 4a	**Mise en place d'un fonds pour les études**									**Montant du fonds d'études Nombre d'études réalisées**
5a	Missions d'appui à la mise en place de la cellule 'fonds d'études'									Missions d'appui effectuées. Texte de création et règles de fonctionnement de la cellule définies et adoptées par le gouvernement
6m	Réalisation d'études en préalable à l'acceptation des projets									Pourcentage des projets (en nombre et montant) accompagnés d'études
	2 Amélioration de la programmation des projets									Pourcentage (montant) des marchés plannifiés
7m	**Mise en place d'un plan annuel de passation des marchés dans tous les ministères**									**Pourcentage (en nombre et montant) des marchés plannifiés**
C-Amélioration de la procédure d'élaboration du budget d'investissement										
	1 Amélioration de la procédure d'élaboration budgétaire									*Taux de rejet des projets des DEP, Rapport entre demande brute des DEP et volume du BI, nombre de CDMT sectoriels*
1m	Adoption d'un calendrier budgétaire «contraignant»									**Le calendrier présentant les différentes étapes est diffusé et appliqué**
2m	Elaboration et adoption d'un plan d'actions opérationnel du DSRP									La plan est adopté et mis en œuvre dans le cadre de la préparation du budget et du PIP
3m	Préparation du Budget d'investissement en liaison avec le DSRP									Il existe une présentation du BI selon la nomenclature DSRP
4m PIP	*Unification budgétaire: Cadre des dépenses à moyen terme pour une gestion cohérente des dépenses publiques*									*Le CDMT global est opérationnel valeur et pourcentage des dépenses ayant respecté le circuit mis en place*

Dans la 2ème colonne, la lettre en minuscule qui suit le chiffre de numérotation de l'action signifie m pour mesure et a pour appui

	Actions	2008		2009		2010		2011		Indicateurs
5a	Appui à l'élaboration de CDMT sectoriels									Nombre de CDMT sectoriels disponibles 2009 : 3 2010 : 7 2010 : 11
6m	Mise en place d'un nouveau format de fiche projet									Pourcentage de fiches renseignées de façon satisfaisante.
7m	**Renforcement de la procédure de sélection des projets.**									**Pourcentage de projets rejetés**
8m	**Amélioration de la procédure de préparation des projets de budgets (dans l'attente des CDMT)**									**La coordination entre les DAAF et les DEP au moment de l'élaboration des budgets d'investissement des ministères a bien eu lieu**
9m	**Amélioration de la procédure des conférences budgétaires**									**Tenue des conférences budgétaires en appliquant la nouvelle procédure**
10 m	**Amélioration de la connaissance des projets sur financement extérieur (y compris les projets financés contre matières premières -ENI- ou sur financement extérieur non encore recensé type prêts chinois)**									**Disponibilité de la liste complète des projets en coopération et de leur programmation - Budget 2010**
11a	Elaboration et diffusion d'un guide pour la préparation du budget d'investissement									Les guides ont été élaborés et sont utilisés
12a	Formation à l'utilisation du guide									Les séminaires ont eu lieu, toutes les DEP sont formées
D-Fluidification du circuit de la dépense et unification des circuits de paiement de l'investissement										
	1 Renforcement des DAAF - Décentralisation de la gestion de l'investissement public									*Taux d'exécution de la part du BI gérées par les ministères techniques*
1m	**Renforcement de l'autorité et de la stabilité des DAAF au sein de leur ministère (A coordonner avec la prise de mesure concernant les DEP)**									**Décret pris et appliqué**
2m	Redéfinition des missions des DAAF									Texte modifié
3m	**Accroissement du rôle des ministères techniques dans le domaine de l'investissement public**									**Texte pris pour mise en application en 2010 Pourcentage du BI géré par les DEP**
	2 Amélioration de la passation des marchés									*Pourcentage de marchés passés en appel d'offre ouvert*
4m PM	*Réforme du code des marchés publics*									*Le nouveau code a été validé , les mesures d'application sont prises*

Dans la 2ème colonne, la lettre en minuscule qui suit le chiffre de numérotation de l'action signifie m pour mesure et a pour appui

	Actions	2008		2009		2010		2011		Indicateurs
6m PM	*Réforme des procédures de passation des marchés*									*Les textes sont adaptés et modifiés en fonction de l'évolution du seuil*
6m PM	*Décentralisation des procédures de passation des marchés*									*Pourcentage (en nombre et en montant) des appels d'offres passés par la cellule pour chaque ministère*
7a	Renforcement des connaissances des agents des ministères en matière de passation de marchés									Nombre de sessions de formation réalisées
8a	Appui à l'archivage des dossiers de marchés									Les moyens ont été mis en place
	3 *Amélioration du circuit de la dépense*									*Nombre de services et de départements ministériels informatisés, pourcentage des PPA dans le paiement du BI*
9a PM	*Rationalisation du circuit de la dépense Etude*									*La mission s'est déroulée et le document de rationalisation est adopté*
10 m PM	*Rationalisation du circuit de la dépense Mise en place du dispositif*									*Le circuit de la dépense est rationalisé, la procédure orthodoxe pour le budget d'investissement est respectée*
11 a PM	*Informatisation du circuit de la dépense*									*Les dossiers de dépenses sont traités informatiquement par la nouvelle chaine intégrée*
12 m	**Normalisation du traitement des décomptes**									**Taux de dossiers non conformes à un décompte**
13 m	**Réintroduction de la procédure orthodoxe pour l'exécution du budget d'investissement public**									**La procédure unifiée s'applique pleinement pour le budget 2010**
14 m PM	*Amélioration des contrôles a priori (Contrôle financier) Etude, Réformes, Moyens budgétaires*									*Mise en application effective des contrôles*
	4 *Amélioration de l'exécution budgétaire*									*Durée moyenne entre l'engagement et le paiement d'un dossier de dépense d'investissement Taux d'exécution du budget d'investissement*
15 m	**Mise en place d'un comité interministériel de suivi de l'exécution du budget d'investissement**									**Nombre de réunions du comité**

Dans la 2ème colonne, la lettre en minuscule qui suit le chiffre de numérotation de l'action signifie m pour mesure et a pour appui

	Actions	2008		2009		2010		2011		Indicateurs
	5 Amélioration du suivi exécution									
										Taux de couverture des DEP par cet outil
16a	**Mise en place d'un outil informatique de suivi des dépenses d'investissement au MPAT avec implantation dans les ministères *(dans l'attente de la mise en service de la chaine intégrée de la dépense).***									**Situation de l'exécution des dépenses disponible en temps réel**
17a	**Amélioration des capacités des DEP en matière d'exécution des dépenses et de suivi financier**									**Nombre de séminaires réalisés**
	E-Réalisation d'un contrôle effectif de l'exécution physique des projets									
	1 Amélioration des contrôles a priori									*Pourcentage de projets ayant fait l'objet de contrôle sur le terrain Taux de rejet*
1m PM	*Renforcement du rôle du Contrôle financier sur le contrôle physique des dépenses d'investissement (pm)*									*Le texte est publié et appliqué*
2m	Amélioration des moyens nécessaires au suivi physique des DEP, du Plan et du CF									Montant des crédits alloués pour le suivi de l'exécution
	2 Amélioration des contrôles a posteriori									*Pourcentage de projets ayant fait l'objet de contrôle sur le terrain*
1m PM	*Renforcement du cadre fiduciaire (Inspection générale des Finances, Inspection générale d'Etat, Cour des comptes et Parlement) (pm)*									*Les manuels résultants des reflexions des groupes de travail et des études lancées sont publiés*
2m PM	*Renforcement des capacités de l'IGE, l'IGF, de la Cour des Comptes et du Parlement (pm)*									*Nombre de formations réalisées*
	F-Les opérations de suivi-évaluation des projets sont progressivement développées									
	1 Amélioration des opérations de suivi-évaluation									*Pourcentage des projets évalués*
1a	**Mise en place d'une base de données sur le suivi physique**									**Situation de l'exécution physique disponible en temps réel**
2a	Développement des capacités de suivi-évaluation au niveau du MPAT et des DEP									Nombre de formations et de missions réalisées
4a	**Les grands ministères techniques et le Plan (CEEPI) procèdent et font procéder à l'évaluation de certains projets**									**Le calendrier des évaluations est respecté**
3a	**La DGGT effectue l'évaluation des projets exécutés**									**Le calendrier des évaluations est respecté**

Dans la 2ème colonne, la lettre en minuscule qui suit le chiffre de numérotation de l'action signifie m pour mesure et a pour appui

	Actions	2008		2009		2010		2011		Indicateurs
G-Le suivi de l'amélioration de la gestion des investissements publics										
1a	Suivi de l'évolution des réformes									Les moyens ont été mis en place. La production d'un rapport en juin 2009 puis à la fin de chaque exercice budgétaire est effective

Fait à Brazzaville, le 29 DEC 2008

Le Premier Ministre

Isidore MVOUBA

Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget

Pacifique ISSOÏBEKA

Ministre d'Etat,
Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire

Pierre MOUSSA

ACTIONS CLES DU PAAGIP A EXECUTER AU COURS DU 1er SEMESTRE 2009

		Actions	1er semestre 2009	Résultats attendus	Indicateurs	Inter venants	Partenaires
A- Amélioration des planifications sectorielles							
	Renforcement des DEP						
	1	Renforcement de la stabilité et de l'autorité du DEP au sein de son ministère. Redéfinition des missions des DEP	Un décret du Président précise les missions et la composition des DEP Le décret de 1977 est revu	Le lien horizontal fonctionnel avec la DGPD est renforcé et l'autonomie du DEP vis à vis du cabinet est respectée. La stabilité est bien assurée. Le rôle des DEP en matière d'élaboration des stratégies et de maîtrise d'ouvrage est redéfini. Ses responsabilités dans le suivi physique et dans l'exécution budgétaire des projets sont précisées.	Décret pris et appliqué Taux de turn over du personnel des DEP Texte modifié Taux d'augmentation des effectifs	MPAT, DEP	
	2	Amélioration de la concertation entre les ministères sectoriels et la DGGT	Tenue de réunions annuelles de concertation à l'initiative du Plan et adoption de la programmation	La concertation est effective. Les projets de la DGGT sont bien intégrés dans les stratégies des DEP	Les réunions ont bien lieu, la programmation est cohérente à ce niveau	MPAT, DGGT, DEP	
	3	Accroissement du rôle des ministères techniques dans le domaine de l'investissement public	Elévation du seuil d'intervention à 1 milliard de FCFA	Les ministères sectoriels maitrisent mieux leurs investissements	Texte pris pour mise en application en 2010 Pourcentage du BI géré par les DEP	MPAT, DGGT, Min. tech.	
	Amélioration des stratégies sectorielles						
	5	Révision des stratégies sectorielles : Santé, Education et Transports	Etablissement de programmes d'actions sous-sectorielles	Les stratégies sectorielles des principaux secteurs sont améliorées et plus facilement concrétisables en projets	Nombre de stratégies sectorielles améliorées	MPAT, DEP min tech.	revoir la progr. avec la BM
B- Amélioration de la préparation et de la programmation des projets							
	1	Mise en place d'un fonds pour les études et d'une cellule de gestion du fonds	Affectation d'une dotation de 1 Md F CFA La cellule est crée (texte) Les procédures de fonctionnement, sélection et suivi sont définies	La ligne budgétaire est assurée pour financer les études retenues. La cellule est crée, dispose de son personnel et des procédures de réalisation et suivi des études	Montant du fonds d'études Texte de création et règles de fonctionnement de la cellule définies et adoptées par le gouvernement Nombre d'études réalisées	MEFB, MPAT, DGGT	
C- Amélioration de la procédure d'élaboration du budget d'investissement							
	1	Adoption d'un calendrier budgétaire «contraignant»	Pour préparation du budget 2010	La préparation budgétaire respecte le calendrier	Le calendrier présentant les différentes étapes est diffusé et appliqué	MEFB, MPAT	
	2 PM	*Elaboration d'un CDMT global*	*Intervenants formés, processus élaboré et outils en place, premier cadrage élaboré pour 2010-2012*	*Le budget est élaboré à travers un CDMT global et des CDMT sectoriels*	*Le CDMT global est opérationnel valeur et pourcentage des dépenses ayant respecté le circuit mis en place*	*MEFB et tous les ministères*	*BM*
	3	Elaboration de CDMT sectoriels santé, éducation et transports	Mise en place d'appui, d'outils et de procédures dans les trois secteurs : Santé, Education et Transports. Première version des CDMT disponible	Elaboration de CDMT sectoriels santé, éducation et transports	Nombre de CDMT sectoriels disponibles 2009 : 3 – 2010 : 7 – 2011 : 11	MPAT, DEP	CF., BM
	4	Renforcement de la procédure de sélection des projets.	Elaboration de la grille de critères et de la procédure de choix (guide). Application sur la préparation du budget 2010	Le choix des projets est rationalisé par la mise en place d'une procédure basée sur une grille de critères standards de sélection des projets prenant en compte: - la pertinence (cohérence avec le PAO-DSRP et stratégies sectorielles) - l'identification des objectifs et résultats attendus - l'estimation des moyens et des coûts - l'analyse éco.et fin (coûts/avantages) - la faisabilité technique - l'impact économique, social et environnemental - la viabilité financière, technique et institutionnelle (après réalisation)	Pourcentage de projets rejetés	MPAT, DGGT, DEP	

		Actions	1er semestre 2009	Résultats attendus	Indicateurs	Intervenants	Partenaires
D- Fluidification/rationalisation du circuit de la dépense et unification des circuits de paiement de l'investissement							
		Renforcement des DAAF					
	1	Renforcement de l'autorité et de la stabilité des DAAF au sein de leur ministère Redéfinition des missions du DAAF du ministère (A coordonner avec la prise de mesure concernant les DEP)	Décret pris précisant la création d'un DAAF unique par ministère et précisant ses missions	L'autonomie du DAAF vis à vis du cabinet de son ministre est respectée. La stabilité des DAAF est assurée, la coordination avec les DEP est améliorée	Décret pris et appliqué Texte modifié	MEFB, DAAF	
		Amélioration de la passation des marchés					
	2 PM	*Réforme du code des marchés publics*	*Le code est validé par les autorités*	*Les marchés sont passés selon le nouveau code*	*Le nouveau code a été validé , les mesures d'application sont prises*	*Commission de réforme des MP*	*BM*
		Amélioration du circuit de la dépense					
	3	Réintroduction de la procédure orthodoxe pour l'exécution du budget d'investissement public Normalisation du traitement par décomptes	Cette procédure s'applique dès l'exécution du BI 2009. Les dossiers doivent correspondre à la liquidation d'un décompte	La procédure orthodoxe de traitement des dossiers de dépense est respectée. Les décomptes sont traités individuellement	La procédure unifiée s'applique pleinement pour le budget 2010	MPAT, MEFB, DGGT, DEP	
E-Réalisation d'un contrôle effectif de l'exécution physique des projets							
	1 PM	*Renforcement du rôle du Contrôle financier sur le contrôle physique des dépenses d'investissement*	*Le texte précisant l'intervention du Contrôle Financier dans le contrôle physique du 'service fait' est pris et mis en application*	*Le contrôle est effectif*	*Le texte est pris et appliqué*	*MEFB, MPAT, DEP, DGGT*	
F-Les opérations de suivi-évaluation des projets sont progressivement développées							
	1	Mise en place d'une base de données sur le suivi physique	Base de données en place au MPAT	Le suivi physique est facilité par la connaissance technique du dossier	Situation de l'exécution physique disponible en temps réel	DEP, Plan DGGT	
	2	Les grands ministères techniques et la DGGT procèdent et/ou font procéder à l'évaluation de quelques projets	Evaluation de quelques projets	Les grands ministères techniques et la DGGT commencent à faire évaluer leurs projets par des opérateurs indépendants	Nombre de projets évalués	MPAT, DEP	

ACTIONS CLES DU PAAGIP A EXECUTER AU COURS DU 1er SEMESTRE 2009

	Actions	2009		Indicateurs	Intervenants	Partenaires
A- Amélioration des planifications sectorielles						
	Renforcement des DEP					
1	Renforcement de la stabilité et de l'autorité du DEP au sein de son ministère. Redéfinition des missions des DEP			Décret pris et appliqué Taux de turn over du personnel des DEP Texte modifié Taux d'augmentation des effectifs	MPAT, DEP	
2	Amélioration de la concertation entre les ministères sectoriels et la DGGT			Les réunions ont bien lieu, la programmation est cohérente à ce niveau	MPAT, DGGT, DEP	
3	Accroissement du rôle des ministères techniques dans le domaine de l'investissement public			Texte pris pour mise en application en 2010 Pourcentage du BI géré par les DEP	MPAT, DGGT, Min. tech.	
	Amélioration des stratégies sectorielles					
5	Révision des stratégies sectorielles : Santé, Education et Transports			Nombre de stratégies sectorielles améliorées	MPAT, DEP min tech.	revoir la progr. avec la BM
B- Amélioration de la préparation et de la programmation des projets						
1	Mise en place d'un fonds pour les études et d'une cellule de gestion du fonds			Montant du fonds d'études Texte de création et règles de fonctionnement de la cellule définies et adoptées par le gouvernement Nombre d'études réalisées	MEFB, MPAT, DGGT	
C- Amélioration de la procédure d'élaboration du budget d'investissement						
1	Adoption d'un calendrier budgétaire «contraignant»			Le calendrier présentant les différentes étapes est diffusé et appliqué	MEFB, MPAT	
2 PM	*Elaboration d'un CDMT global*			*Le CDMT global est opérationnel valeur et pourcentage des dépenses ayant respecté le circuit mis en place*	*MEFB et tous les ministères*	*BM*
3	Elaboration de CDMT sectoriels santé, éducation et transports			Nombre de CDMT sectoriels disponibles 2009 : 3 – 2010 : 7 – 2011 : 11	MPAT, DEP	CF., BM
4	Renforcement de la procédure de sélection des projets.			Pourcentage de projets rejetés	MPAT, DGGT, DEP	

		Actions	2009		Indicateurs	Intervenants	Partenaires
D- Fluidification/rationalisation du circuit de la dépense et unification des circuits de paiement de l'investissement							
		Renforcement des DAAF					
	1	Renforcement de l'autorité et de la stabilité des DAAF au sein de leur ministère Redéfinition des missions du DAAF du ministère (A coordonner avec la prise de mesure concernant les DEP)			Décret pris et appliqué Texte modifié	MEFB, DAAF	
		Amélioration de la passation des marchés					
	2 PM	*Réforme du code des marchés publics*			*Le nouveau code a été validé , les mesures d'application sont prises*	*Commission de réforme des MP*	*BM*
		Amélioration du circuit de la dépense					
	3	Réintroduction de la procédure orthodoxe pour l'exécution du budget d'investissement public			La procédure unifiée s'applique pleinement pour le budget 2010	MPAT, MEFB,DGGT, DEP	
E-Réalisation d'un contrôle effectif de l'exécution physique des projets							
	1 PM	*Renforcement du rôle du Contrôle financier sur le contrôle physique des dépenses d'investissement*			*Le texte est pris et appliqué*	*MEFB, MPAT, DEP, DGGT*	
F-Les opérations de suivi-évaluation des projets sont progressivement développées							
	1	Mise en place d'une base de données sur le suivi physique			Situation de l'exécution physique disponible en temps réel	DEP, Plan DGGT	
	2	Les grands ministères techniques et la DGGT procèdent et/ou font procéder à l'évaluation de quelques projets			Nombre de projets évalués	MPAT, DEP	